

# FACE AUX INJUSTICES, NOUS NE SOMMES JAMAIS SEUL-E-S !

## Sur la situation à Ouistreham :

Le harcèlement permanent et intolérable dont les migrants (et dans une moindre mesure leurs soutiens locaux) sont la cible à Ouistreham est désormais bien connu.

La tentative d'ouvrir un squat le 9 décembre pour abriter les migrants et la mobilisation courageuse d'habitant-e-s de la commune le 11, en réaction au courrier nau-séabond du maire, ont finalement permis de **briser le mur du silence et de la peur autour de ce qui se passe à Ouistreham.**

La large mobilisation d'aujourd'hui est destinée à « enfoncer le clou » afin que l'État, sa Préfecture, la municipalité, les forces de gendarmerie présentes partout à Ouistreham sachent bien :

- qu'elles sont désormais observées par une multitude de personnes mobilisées et par de nombreux collectifs, associations, syndicats, partis.
- que les faits de harcèlement des migrants (dont de nombreux mineurs) par les forces de gendarmerie (non, les gendarmes ne sont pas « en roue libre », bon gré, mal gré, ils et elles ont reçu des ordres) seront documentés et publiquement dénoncés.
- que les autorités porteront la responsabilité d'un éventuel drame lié au froid.
- que la solidarité autour des migrants s'étend et se renforce.

Nous annonçons dès maintenant que les collectifs et organisations qui ont appelé à ce rassemblement vont travailler conjointement pour organiser **une nouvelle manifestation au mois de janvier.** Nous n'entendons relâcher ni notre vigilance ni la pression collective mise sur les autorités.

## Le gouvernement durcit encore sa politique anti-migratoire :

De même que le gouvernement a déversé une partie des dispositions de l'état d'urgence dans la loi commune grâce à la Loi Renforçant la Sécurité

Intérieure, qu'il a évacué, par Ordonnances, du code du travail une bonne partie des droits et protections que les salarié-e-s pouvaient encore y trouver, il est en train **d'essayer de vider le droit d'asile de tout contenu protecteur.**

Les consignes du ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, sont claires : tenter de **dispenser par la pression policière toutes les concentrations de migrant-e-s** aux abords des ports de la Manche (Calais, Dunkerque, Grande-Synthe ... et Ouistreham), de même dans les grandes villes (Porte de la Chapelle à Paris, le camp « Blida » de Metz, entre autres bidonvilles...), empêcher le passage par les montagnes frontalières avec l'Italie (où les migrants risquent leur vie en hiver par des nuits où la température descend à moins 10 ou 15 degrés comme du côté de Briançon, Gap, la vallée de la Roya...).

Le ministère de l'Intérieur met aussi la pression sur les préfets : **il faut perfectionner la machine à expulser, intensifier le nombre de reconduites à la frontière**, renvoyer un maximum de sans-papiers, de débouté-e-s du droit d'asile, de « dubliné-e-s » (qui sont tenu-e-s par les accords de Dublin de demander l'asile dans le premier pays européen où leurs empreintes ont été relevées, donc de les renvoyer vers l'Italie par exemple, s'ils ou elles ont été contrôlé-e-s là bas pour la première fois).

Des circulaires gouvernementales prévoient la mise en place de structures d'hébergement d'urgence pour les migrant-e-s, **oui, MAIS** des structures qui, sous couvert d'héberger les migrant-e-s, ont aussi pour but de les identifier, de les trier, de recenser les débouté-e-s du droit d'asile et les dubliné-e-s, de les enfermer rapidement en Centre de Rétention Administrative (CRA) ou de les assigner à résidence dans des Centre d'Accueil et d'Orientation (CAO), des centres du PProgramme d'Accueil et d'Hébergement des Demandeurs d'Asile (PRAHDA) dans l'attente d'une expulsion prochaine.

Les Conseils Départementaux qui sont censés



**PERSONNE  
N'EST ILLÉGAL**

évaluer l'âge des Mineur-e-s Isolé-e-s Étranger-e-s (MIE) rejettent massivement les dossiers des jeunes. **Dans beaucoup d'endroits les taux de refus « de minorité » sont de 80 à 90%**, sous des prétextes farfelus du genre « Parle trop bien le français pour être mineur », « Transpire lors de l'entretien, est donc suspecté de mentir »...

Et de toutes façons il y a tellement peu d'hébergement pour les MIE que même quand ils ou elles sont reconnu-e-s mineur-e-s, beaucoup restent à dormir à la rue (comme à Marseille où une cinquantaine de MIE dorment tous les soirs à la gare).

Sans parler des tests osseux qui se pratiquent encore parfois sur les jeunes pour déterminer leur âge « réel »... avec des marges d'erreurs possibles d'environ 18 mois...

**Le gouvernement Macron a décidé de mener une politique répressive face à des gens dont le seul « crime » est de ne pas avoir de papiers** et s'il prétend vider les rues des gens qui y survivent, c'est parce qu'il a bien l'intention d'en expulser un maximum en dehors des frontières françaises... tout en laissant suffisamment de sans-papiers, hommes ou femmes, pour que le patronat de certains secteurs capitalistes (restauration, bâtiment, nettoyage dans les services et l'industrie entre autres) puissent continuer à bénéficier d'une main d'œuvre fragilisée, sur-exploitée et sous-payée.

## LA QUESTION DES MIGRANTS NOUS CONCERNE TOUS-TES

C'est une condition souvent misérable qui est faite à la plupart des migrant-e-s aujourd'hui en France. Mais nous souhaitons insister, au-delà du côté humainement insupportable de cette condition, sur des aspects plus politiques.

À l'AG de Lutte Contre Toutes les Expulsions, de Caen, nous rattachons la dégradation des conditions d'accueil des migrant-e-s, les attaques contre leurs droits, leurs libertés et leur dignité à tout un ensemble de dégradations de conditions de vie, d'attaques antisociales qui nous visent

aussi, nous qui avons des papiers en règle ou la nationalité française.

**Nous considérons que les attaques contre les migrant-e-s et les immigré-e-s reflètent et préfigurent toujours des attaques contre nos propres droits, nos propres libertés, notre propre dignité** de travailleurs et travailleuses, de chômeur-euses, de précaires, d'étudiant-es, de retraité-e-s, de sans-grades dans une société profondément inégalitaire.



Contrairement à ce que prétend et promet l'extrême droite (et d'autres courants réactionnaires), la chasse aux migrant-e-s, les attaques contre les droits des immigré-e-s n'annoncent jamais une future amélioration de nos conditions de vie et de travail. **Cela annonce toujours le durcissement GÉNÉRAL de l'exploitation capitaliste, de la pauvreté, de la répression étatique et patronale. Au-delà de ses aspects humanistes et humanitaires, la solidarité avec les migrant-e-s est donc pour**

**nous un front parmi d'autres d'une lutte sociale, d'une lutte de classe plus vaste.**

À ce titre, la vague de solidarité, de manifestations, d'occupations, d'ouvertures de squats qui a actuellement lieu aux quatre coins du pays pour sortir les migrant-e-s en détresse des rues glaciales est certes d'abord une bonne nouvelle pour les migrant-e-s eux/elles-mêmes. **Elle est aussi une bonne nouvelle pour nous.**

Cette vague de solidarité et de lutte, qui s'étend, s'organise et gagne en expérience nous rappelle, en cette sombre période politique et sociale, que nous pouvons être une force, que **nous ne sommes jamais seul-e-s face aux injustices**, que nous pouvons nous donner les moyens de résister, qu'en plus d'être nécessaire, la lutte est possible et qu'elle peut constituer une source concrète d'espoirs et de changements.

**Nous espérons et travaillons donc à ce que cette lutte en prépare et en annonce d'autres, que ce soit sur la question des migrants ou sur d'autres terrains politiques et sociaux.**

**À bientôt dans les luttes...**

Contact : [ag-contre-expulsions@laposte.net](mailto:ag-contre-expulsions@laposte.net), Site : <https://agcontrolesexpulsions.wordpress.com/>  
Soutien financier : L'argent permet de se procurer rapidement ce qui peut manquer de façon urgente (nourriture, hygiène, gaz etc.). Chèques à l'ordre de Solidarité Migrants Calvados à envoyer à : 16 allée de l'Angle – 14200 Hérouville St Clair .